

le plan au 1/5 000 annexé au présent arrêté (1) sont classés dans la voirie nationale en tant que partie intégrante de la route nationale 407.

La déviation de la route nationale 10, d'une longueur de 550 mètres environ, située sur le territoire de la même commune et figurée en teinte bleue sur le même plan, est classée dans la voirie nationale en tant que partie intégrante de la route nationale 10.

Conséquence à la construction de cette déviation, la section de l'ancien tracé de la route nationale 10 comprise entre les points kilométriques anciens 12,463 et 12,700, d'une longueur de 237 mètres environ, située sur le territoire de la même commune et figurée en teinte marron sur le même plan est déclassée de la voirie nationale et reclassée dans la voirie communale de Sèvres.

Ces classement, déclassement et reclassement prendront effet à compter de la date de publication du présent arrêté.

(1) Le plan peut être consulté soit à la direction départementale de l'équipement des Hauts-de-Seine, soit aux archives centrales du ministère des transports, 244, boulevard Saint-Germain, Paris (7°).

Par arrêté du ministre des transports en date du 17 mars 1980, sont déclassées de la voirie nationale et reclassées, d'une part, dans la voirie départementale de la Charente la section de l'ancien tracé de la route nationale 141 comprise entre les points kilométriques 74,683 et 76,862, d'une longueur de 2 179 mètres environ, située sur le territoire des communes d'Hiersac et de Saint-Saturnin, d'autre part, dans la voirie communale d'Hiersac (Charente), la section de l'ancien tracé de la route nationale 141 comprise entre les points kilométriques 76,862 et 77,037, d'une longueur de 175 mètres environ.

Ces deux sections sont figurées respectivement en teinte jaune (points B à D) et verte (points B à E) sur les plans au 1/1 000 et au 1/5 000 qui resteront annexés au présent arrêté (1).

Est déclassée de la voirie nationale pour être transférée dans le domaine privé du département de la Charente la section de l'ancien tracé de la route nationale 141 comprise entre les points kilométriques 70,927 et 70,997, d'une longueur de 70 mètres environ, sur le territoire des communes de Fléac et d'Asnières-sur-Nouère (Charente) et figurée en teinte orange sur le plan au 1/1 000 qui restera annexé au présent arrêté.

Ces opérations de déclassement, de reclassement et de transfert prendront effet à compter de la date de publication du présent arrêté.

NOTA. — Le plan peut être consulté soit à la direction départementale de l'équipement de la Charente, soit aux archives centrales du ministère des transports, 244, boulevard Saint-Germain, Paris (7°).

#### Modification de l'arrêté du 26 août 1969 relatif à la création de comités techniques paritaires spéciaux ou locaux.

Le ministre des transports et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment l'article 15;

Vu le décret n° 59-307 du 14 février 1959 modifié portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires;

Vu l'arrêté du 26 août 1969 modifié relatif à la création de comités techniques paritaires spéciaux ou locaux,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 2 de l'arrêté du 26 août 1969 est modifié comme suit :

#### Article 2.

*Ecole nationale de l'aviation civile.*

Représentants du personnel.

Titulaires : neuf ; suppléants : neuf.

Représentants de l'administration.

Titulaires : neuf ; suppléants : neuf.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 mars 1980.

*Le ministre des transports,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de service au service des personnels et de la gestion de la direction générale de l'aviation civile,*

J. DEMAISON.

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

*Le sous-directeur,*

S. SALON.

#### Concours pour le recrutement de syndics des gens de mer.

Par arrêté du ministre des transports et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre en date du 19 mars 1980, est autorisée, au cours de l'année 1980, l'ouverture de deux concours pour le recrutement de treize syndics des gens de mer.

Ces places sont réparties à raison de dix places pour le concours interne et trois places pour le concours externe.

Les emplois qui ne seront pas pourvus au titre de l'un de ces concours seront reportés sur le contingent des emplois de l'autre concours.

En outre, treize postes sont réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et un poste aux travailleurs handicapés.

En application des dispositions de l'article L. 421 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, les postes non pourvus par nomination de bénéficiaires dudit code pourront être ajoutés au contingent d'emplois prévu par concours.

Les postes prévus au titre de la législation sur les travailleurs handicapés pourront, à défaut de candidat reçu à ce titre, être également pourvus par la voie des concours.

NOTA. — Tous renseignements peuvent être obtenus auprès du C.I.D.A.M., 67, rue Frères, 33081 Bordeaux CEDEX (téléphone : 29-29-15).

#### Commission interministérielle du transport des matières dangereuses.

Par arrêté du ministre des transports en date du 3 mars 1980, M. Peirani, chef du service des affaires techniques générales à la direction des industries chimiques, textiles et diverses au ministère de l'Industrie, est nommé membre de la commission chargée de l'application et de la révision des règlements relatifs au transport des matières dangereuses par chemins de fer, par voies de terre ou par voies d'eau et à leur manutention dans les ports maritimes, en remplacement de M. Huet.

#### Régisseurs d'avances.

Par arrêté du ministre des transports en date du 21 mars 1980, Mme Dupin (Jeannine), adjoint administratif, est nommée régisseur d'avances de l'administration centrale de la marine marchande pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1980, en remplacement de M. Micault (Paul).

Mme Dupin est astreinte à un cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

#### Formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, premier, deuxième et troisième degré).

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport;

Vu le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1977 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat d'alpinisme (accagnateur en moyenne montagne, aspirant guide, guide de haute montagne);

Vu l'arrêté du 22 novembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Entraîneur de ski alpin de compétition, premier, deuxième et troisième degré),

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé l'option Ski alpin de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski, institué par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Cette option comporte trois degrés :

Premier degré : moniteur de ski alpin;  
Deuxième degré : professeur de ski alpin;  
Troisième degré : expert en ski alpin.

TITRE I<sup>er</sup>

## Conditions d'exercice.

Art. 2. — L'option Ski alpin du premier degré confère à son titulaire le droit d'enseigner le ski alpin sur les pistes aménagées et balisées depuis la classe Accueil jusqu'à la classe 1 incluse de la progression de l'enseignement du ski alpin définie par la commission consultative du ski.

Ce droit est limité à cinq années prorogées, le cas échéant, de la durée du service national actif. A l'issue de cette période, le droit de continuer à enseigner sera accordé aux moniteurs qui auront suivi un stage de formation continue.

Les modalités d'organisation de ce stage seront définies ultérieurement.

L'option Ski alpin du deuxième degré confère à son titulaire le droit :

D'enseigner le ski alpin, sous toutes ses formes, y compris hors des pistes balisées, à l'ensemble des classes de la progression de l'enseignement du ski alpin définie par la commission consultative du ski ;

D'entraîner à la compétition des équipes de club de la fédération française de ski et des fédérations affinitaires dans les conditions définies par le ministre chargé des sports, sur proposition de la commission consultative du ski ;

De conduire des élèves dans des excursions ou des randonnées à ski. Toutefois, son activité ne peut s'exercer ni sur les terrains nécessitant normalement pour la progression l'utilisation du matériel d'alpinisme (piolet, corde et crampons) ni sur les zones glaciaires non balisées ;

D'exercer des fonctions de haute qualification au niveau régional, caractérisées par des actions en faveur de la masse, de l'élite et de la formation des cadres.

Ce droit est limité à cinq années prorogées, le cas échéant, de la durée du service national actif. A l'issue de cette période, le droit de continuer à exercer sera accordé aux professeurs qui auront suivi un stage de formation continue, dont les modalités seront définies ultérieurement, organisé à l'école nationale de ski et d'alpinisme.

L'option Ski alpin du troisième degré confère à son titulaire le droit d'exercer des fonctions de direction, de coordination et d'enseignement au niveau national.

## TITRE II

## Conditions et formalités d'inscription.

Art. 3. — La formation spécifique du premier degré de l'option créée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est sanctionnée par :

Un examen technique ;

Des stages ;

Un examen pédagogique.

Les candidats à l'examen technique doivent, lors de leur inscription, être âgés de seize ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année des épreuves.

Les candidats remplissant les conditions précisées à l'annexe II du présent arrêté sont dispensés de l'examen technique.

Les candidats à l'examen pédagogique doivent être âgés de dix-huit ans au moins à la date des épreuves.

Les candidats à l'examen spécifique du deuxième degré de l'option créée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent être titulaires du brevet d'Etat du premier degré depuis deux ans au moins et avoir exercé à ce titre pendant six semaines au moins.

Les candidats à l'examen spécifique du troisième degré de l'option créée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent être titulaires du brevet d'Etat du deuxième degré depuis trois ans au moins.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature aux examens spécifiques de l'option Ski alpin, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de leur domicile un dossier comprenant les pièces suivantes :

## A. — Examen technique.

1. Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen concerné rédigée sur papier de format normalisé 21 x 29,7, accompagnée du montant du droit d'examen en timbres fiscaux ;

2. Deux enveloppes affranchies portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat ;

3. Deux photographies d'identité ;

4. Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;

5. Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski datant de moins de trois mois ;

6. Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

7. Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de niveau technique prévu à l'annexe I, ou, éventuellement, la pièce justificative permettant aux candidats visés à l'article 9 de bénéficier de la dispense des épreuves de la première série de l'examen technique mentionnées à l'article 5 ci-après.

## B. — Examen pédagogique.

Les pièces 1 à 6 prévues ci-dessus, aucun droit d'examen n'étant à acquitter ;

Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite depuis moins de trois ans à l'examen technique ou, éventuellement, de l'attestation délivrée par le président de la fédération française de ski certifiant que le candidat a obtenu le nombre de points précisé à l'annexe II ;

Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne ;

Une ou des attestations délivrées par les responsables des organismes au sein desquels le candidat a effectué le stage en situation prévu à l'article 5 ci-après ;

Un certificat attestant que le candidat a effectué le stage de formation pédagogique organisé par l'école nationale de ski et d'alpinisme prévu à l'article 5 ci-après délivré par le directeur de cet établissement.

Les candidats aux examens spécifiques du brevet d'Etat du deuxième degré et du troisième degré doivent fournir une demande d'inscription à l'examen considéré accompagnée du montant du droit d'examen en timbres fiscaux ainsi que les pièces 2 à 6 exigées pour l'examen technique du premier degré.

En outre, leur dossier doit comprendre une copie ou une photocopie certifiée conforme de la pièce attestant la possession du brevet d'Etat du premier degré ou du deuxième degré selon l'examen considéré.

Les candidats à l'examen spécifique du brevet d'Etat du deuxième degré doivent fournir en outre une pièce justifiant leur activité professionnelle pendant une période d'au moins six semaines.

Les candidats à l'examen spécifique du brevet d'Etat du troisième degré doivent, en outre, fournir une attestation du directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme certifiant qu'ils ont obtenu le minimum requis à l'unité d'enseignement du deuxième degré mentionné à l'article 6 ci-après.

## TITRE III

Art. 5. — La formation spécifique du premier degré comprend :

## A. — Un examen technique (coefficient 17).

a) Première série (coefficient 8) :

Slalom spécial (coefficient 2) ;

Descente libre (coefficient 3) ;

Descente tous terrains, toutes neiges (coefficient 3).

Seuls les candidats ayant obtenu 80 points au moins aux épreuves de la première série sont admis à subir les épreuves de la deuxième série.

b) Deuxième série (coefficient 9) :

Virage vers l'aval, skis parallèles (coefficient 3) ;

Virage (stem) (coefficient 2) ;

Godille (coefficient 2) ;

Trace directe quatrième degré (coefficient 2).

Seuls les candidats ayant obtenu 170 points au moins à l'ensemble des épreuves de l'examen technique reçoivent une attestation de réussite et peuvent effectuer les stages.

## B. — Un stage en situation et un stage de formation pédagogique.

## Stage en situation :

D'une durée de quarante-cinq jours, il est pris en charge par les organismes dont la liste est arrêtée par le ministre chargé des sports après avis de la commission consultative du ski.

Ce stage peut s'échelonner sur deux ans au maximum à partir de la date de réussite de l'examen technique.

Les candidats visés à l'annexe II du présent arrêté peuvent effectuer le stage en situation dans un club affilié à la fédération française de ski.

## Stage de formation pédagogique :

D'une durée de six jours au minimum, il est organisé par l'école nationale de ski et d'alpinisme.

## C. — Un examen pédagogique comportant notamment une épreuve facultative de langue vivante étrangère (coefficient 9).

## 1. Epreuves pratiques :

a) Présentation et démonstration d'un mouvement ou d'une évolution (coefficient 3) ;

b) Conduite d'une leçon collective (coefficient 4).

## 2. Epreuve écrite (durée deux heures) portant sur :

La préparation d'une séance ou l'établissement d'une progression (coefficient 1) ;

La technique du ski et l'analyse du mouvement (coefficient 1).

## 3. Epreuve orale facultative de langue vivante étrangère (coefficient 1) :

Pour cette épreuve, dont les modalités de déroulement sont définies à l'annexe V, seuls sont pris en compte les points au-dessus de la moyenne.

Pour être proposés pour l'admission à l'examen pédagogique, les candidats doivent obtenir 90 points au moins, compte tenu éventuellement des points pris en compte au titre de l'épreuve orale facultative de langue vivante étrangère.

Les modalités du déroulement des épreuves de l'examen technique et de l'examen pédagogique sont définies aux annexes III et IV du présent arrêté.

Art. 6. — L'examen spécifique du deuxième degré se déroule au cours de stages à l'école nationale de ski et d'alpinisme et comprend trois unités dont les épreuves sont notées de 0 à 20.

A. — Une unité d'enseignement comportant :

a) Des épreuves techniques (coefficient 9) :

Descente libre tous terrains, toutes neiges (coefficient 3) ;  
Virages vers l'aval, skis parallèles (coefficient 3) ;  
Saut (coefficient 1) ;  
Slalom géant (coefficient 2).

b) Des épreuves pédagogiques (coefficient 9) :

1. Pratiques :

Conduite d'une leçon collective (coefficient 4) ;  
Observation et étude critique d'un mouvement ou d'une évolution effectués par un skieur (coefficient 3) ;

2. Orales :

Psycho-pédagogie appliquée à l'enseignement du ski (coefficient 2).

c) Des épreuves de connaissances appliquées au ski (coefficient 6) :

1. Orales :

Entretien avec le jury portant sur la connaissance par le candidat de son milieu professionnel (coefficient 3) ;  
Interrogation de langue vivante étrangère (coefficient 1).

Les conditions de déroulement de cette épreuve de langue vivante étrangère sont définies à l'annexe V du présent arrêté.

2. Ecrite (durée : deux heures) :

Une ou plusieurs questions portant sur les méthodes françaises ou étrangères de ski alpin, de saut et de ski artistique (coefficient 2).

Pour obtenir l'unité d'enseignement, les candidats doivent avoir la moyenne à chacun des groupes d'épreuves prévues aux paragraphes a et b ci-dessus ainsi qu'un total général minimum de 240 points.

Seuls les candidats ayant obtenu un total d'au moins 312 points à cette unité sont autorisés à faire acte de candidature à l'examen spécifique du troisième degré.

B. — Une unité d'entraînement comportant :

a) Des épreuves techniques (coefficient 6) :

Descente ou parcours de descente chronométré (coefficient 3) ;  
Valeur technique sur parcours imposé (coefficient 2) ;  
Tracé de slalom spécial (coefficient 1).

b) Une épreuve orale et pratique portant sur l'utilisation des appareils de liaison, le chronométrage et les calculs (coefficient 1).

c) Une épreuve écrite (durée : deux heures) comportant une ou plusieurs questions sur la préparation physique, l'organisation et la conduite d'un entraînement et l'organisation d'une compétition (coefficient 3).

Pour obtenir l'unité d'entraînement, les candidats doivent avoir la moyenne à l'ensemble des épreuves, soit un total minimum de 100 points.

C. — Une unité de randonnée et ski hors piste :

a) Epreuves techniques (coefficient 5) :

Aptitude au ski de montagne (coefficient 3) ;  
Secours hors piste (coefficient 2).

b) Epreuve pratique portant sur l'appareillage, la réanimation, les premiers secours (coefficient 1).

c) Epreuves de connaissances générales appliquées au ski de randonnée et au ski hors piste (coefficient 4) :

1. Orale portant sur la connaissance de la montagne (coefficient 2) ;  
2. Ecrite (durée : deux heures) portant sur la préparation et l'organisation d'une sortie en montagne (coefficient 2).

Pour obtenir l'unité de randonnée et ski hors piste, les candidats doivent avoir la moyenne à l'ensemble des épreuves, soit un total minimum de 100 points.

Pour être déclarés admis au brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, deuxième degré, professeur), les candidats doivent avoir obtenu les trois unités (enseignement, entraînement et randonnée et ski hors piste).

Les titulaires du premier degré de l'option Entraîneur de ski alpin de compétition institué par l'arrêté du 22 novembre 1979 susvisé sont dispensés de subir l'unité d'entraînement.

Les titulaires du diplôme d'aspirant guide du brevet d'Etat d'alpinisme institué par l'arrêté du 18 juillet 1977 susvisé sont dispensés de subir l'unité de randonnée et de ski hors piste.

Art. 7. — L'examen spécifique du troisième degré comprend :

A. — Des épreuves écrites (coefficient 5) :

Economie des régions de montagne (durée : deux heures ; coefficient 1) ;  
Droit, institutions, administration (durée : une heure ; coefficient 1) ;  
Gestion, comptabilité, budget (durée : deux heures ; coefficient 1) ;  
Biologie appliquée aux sports de montagne (durée : une heure ; coefficient 1) ;  
Sciences humaines appliquées à la pratique du ski alpin (durée : deux heures ; coefficient 1).

B. — Une épreuve de langue vivante étrangère (coefficient 1).

Les conditions du déroulement de cette épreuve de langue vivante étrangère sont définies à l'annexe V.

C. — La présentation et la soutenance d'un mémoire (coefficient 3).

Les épreuves de l'examen spécifique du troisième degré de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski sont notées de 0 à 20.

Pour être déclarés admis à l'examen susvisé les candidats doivent avoir obtenu :

La moyenne générale à l'ensemble des épreuves soit un total d'au moins 90 points ;

Une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve C.

Les épreuves écrites se déroulent dans les directions régionales de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de résidence des candidats. L'épreuve orale de langue vivante étrangère, la présentation et la soutenance du mémoire se déroulent à l'école nationale de ski et d'alpinisme.

#### TITRE IV

##### Jurys des examens.

Art. 8. — Les jurys des examens spécifiques de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski sont composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

a) Examens spécifiques du premier degré :

Le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs ou son représentant, membre d'un des corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs, président ;  
Un professeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;  
Deux représentants de la fédération française de ski ;  
Deux représentants de l'organisation professionnelle la plus représentative :

Des techniciens qualifiés ;

Un ou plusieurs spécialistes de langue vivante étrangère appliquée à l'enseignement du ski.

b) Examen spécifique du deuxième degré :

Le ministre ou son représentant, membre d'un des corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs, président ;  
Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant ;

Deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Deux représentants de l'organisation professionnelle la plus représentative ;

Des techniciens qualifiés ;

Un ou plusieurs spécialistes de langue vivante étrangère appliquée à l'enseignement du ski.

c) Examen spécifique du troisième degré :

Le ministre ou son représentant, membre d'un des corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs, président ;  
Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant ;

Deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Deux représentants de l'organisation professionnelle la plus représentative ;

Des personnes qualifiées dans les différentes matières de l'examen.

En ce qui concerne les examens spécifiques du premier et du deuxième degré, seuls les membres du jury titulaires du brevet d'Etat de ski dans l'option considérée du degré au moins correspondant à celui de l'examen concerné, sont habilités à noter les épreuves techniques et pédagogiques.

Le nombre et la répartition des techniciens qualifiés prévus aux jurys des examens spécifiques du premier et du deuxième degré seront fixés par voie de circulaire.

#### TITRE V

##### Mesures transitoires.

Art. 9. — Les candidats ayant subi avec succès l'examen probatoire prévu à l'article 3 de l'arrêté du 28 novembre 1978 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, premier, deuxième et troisième degré) sont autorisés à passer l'examen spécifique du premier degré prévu à l'article 6 du même arrêté lors d'une des dernières sessions organisées à cet effet pendant l'hiver 1979-1980.

Toutefois, ils peuvent entrer immédiatement dans la formation faisant l'objet du présent arrêté.

Dans ce cas et pendant une période de cinq ans à partir de la date d'obtention de l'examen probatoire susvisé, ils pourront, sur leur demande, bénéficier de la dispense des épreuves de la première série de l'examen technique prévu à l'article 5 ci-dessus.

#### TITRE VI

##### Dispositions générales.

Art. 10. — Les épreuves des examens faisant l'objet du présent arrêté sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 à une épreuve quelconque peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

Art. 11. — En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session de chacun des examens par an.

Art. 12. — Sur proposition des jurys des examens spécifiques correspondants, le ministre chargé des sports prononce l'admission définitive des candidats aux premier, deuxième et troisième degrés de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski.

Art. 13. — Sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 9 ci-dessus, le présent arrêté abroge l'arrêté du 29 novembre 1978 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, premier, deuxième et troisième degré).

Art. 14. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1979.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des sports,

J. PERRILLIAT.

NOTA. — Les annexes au présent arrêté seront publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation, du ministère des universités et du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

### Classement des films pornographiques ou d'incitation à la violence.

Par arrêté du ministre de la culture et de la communication en date du 20 mars 1980, sont portés sur la liste prévue par l'article 11 et l'article 12 de la loi n° 75-1278 du 30 décembre 1975, en tant que films pornographiques, les films suivants :

	Número de visa.
<i>L'Infirmière n'a pas de culotte</i> (film français).....	49 827
<i>Pensionnaires très spéciales</i> (film français).....	50 707
<i>Bouche à bouche</i> (film français).....	50 419

### Comité de conservation des archives audiovisuelles.

Par arrêté du ministre de la culture et de la communication en date du 11 mars 1980, sont nommés membres du comité de conservation des archives audiovisuelles :

#### Au titre des sociétés de programme.

T. F. 1 :

M. Favre (Maurice) ;

A. 2 :

M. Grange Cabane (Alain) ;

F. R. 3 :

M. Trelluyer (Michel) ;

Radio-France :

Mme Battistelli (Lucienne).

#### Au titre de la Société française de production.

Mme Langlois-Glandier (Jeannine).

#### Au titre de la Bibliothèque nationale.

M. Le Rider (Georges).

#### Au titre de la direction des Archives de France.

M. Favier (Jean).

#### Au titre du centre national de la cinématographie.

M. Grundler (Jean).

#### Au titre de l'institut national de l'audiovisuel.

M. Castellani (Christian).

M. Dumont (Jacques).

#### Au titre des personnalités qualifiées.

M. Girardet (Raoul).

M. Lancelot (Alain).

M. de Maussion (Christian).

Leur mandat expirera le 29 juin 1981.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX ANCIENS COMBATTANTS

### Budget de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Par arrêté du ministre du budget et du secrétaire d'Etat aux anciens combattants en date du 28 février 1980, le budget primitif de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre pour 1980, s'élevant à 220 812 352 F, est approuvé.

### Taux de l'indemnité forfaitaire annuelle d'entretien des sépultures militaires perpétuelles.

Le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux anciens combattants,

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, et notamment les articles L. 498 à L. 514 et D. 421 à D. 430 ;

Vu la loi de finances pour 1980 (n° 80-30 du 18 janvier 1980) et le décret n° 80-38 du 18 janvier 1980 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1980 (anciens combattants),

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le taux de l'indemnité forfaitaire d'entretien des sépultures militaires perpétuelles est fixé à 8 F par tombe et par an à partir de l'année 1980.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté du 13 mars 1979, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 février 1980.

Le ministre du budget,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

B. SCHAEFFER.

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,

V. RONSERAIL.

## EMPLOIS RESERVES

### NOMINATIONS

#### Secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux anciens combattants en date du 17 décembre 1979, Mme Girotti (Anna), inscrite sous le numéro 3 (catégorie TH, Bouches-du-Rhône) sur la liste publiée au *Journal officiel* de la République française du 9 août 1979 des candidats classés en vue d'une nomination au titre des emplois réservés, est nommée commis stagiaire et affectée à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre à Marseille à compter du 18 février 1980.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux anciens combattants en date du 18 février 1980, Mme Paulhac (Lyliane), inscrite sous le numéro 8 (catégorie TH, Rhône) sur la liste publiée au *Journal officiel* de la République française du 9 août 1979 des candidats classés en vue d'une nomination au titre des emplois réservés, est nommée commis stagiaire et affectée à la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre à Lyon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### PREMIER MINISTRE

#### Avis de vacance d'emplois de direction.

Sera prochainement vacant au ministère de l'intérieur un emploi de sous-directeur.

Conformément aux dispositions du décret n° 72-558 du 30 juin 1972 modifiant le décret n° 55-1226 du 19 septembre 1955 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service, de directeur adjoint et de sous-directeur des administrations centrales de l'Etat, les candidatures doivent être transmises, par la voie hiérarchique, au Premier ministre (direction générale de l'administration et de la fonction publique), 32, rue de Babylone, Paris (7<sup>e</sup>), et au ministre intéressé dans un délai de quinze jours à compter de la date de publication du présent avis.